



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 11/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALOXE FRANCE Messein

Rue Pierre Emile Martin

54850 MESSEIN

Références : AT/IA/AN/2024_0865
Code AIOT : 0100001560

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement ALOXE FRANCE Messein implanté Rue Pierre Emile Martin -- 54850 MESSEIN. L'inspection a été annoncée le 25/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été déclenchée suite à la mise en service du site d'Aloxe à Messein et au dépôt d'un dossier d'autorisation environnementale pour une quatrième ligne de production de granulés de PET.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALOXE FRANCE Messein
- Rue Pierre Emile Martin -- 54850 MESSEIN
- Code AIOT : 0100001560
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Aloxe exerce une activité de recyclage de P.E.T. issu uniquement de bouteilles plastiques

transformés en flakes pour produire des granulés. Ces granulés sont réutilisables comme matière première dans diverses industries.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La première ligne de l'installation a été mise en service en décembre 2023, l'intégralité du site est donc neuf. Le matériel des autres lignes de production est présent sur le site mais pas encore assemblé. Les lignes déjà autorisées sont en cours de remontage et la quatrième en attente d'autorisation de la part du préfet.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Documents tenus à la disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 13/09/2022, article 1.7	Sans objet
2	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 13/09/2022, article 6.1.1	Sans objet
3	Procédure d'accueil des secours	Arrêté Préfectoral du 13/09/2022, article 6.1.4 - Alinéa VI	Sans objet
4	Informations à fournir à la réception des flakes	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II. a)	Sans objet
5	Contrôle des rejets	Arrêté Préfectoral du 13/09/2022, article 3.4.1	Sans objet
6	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.3.2.	Sans objet
7	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 13/09/2022, article 6.1.2	Sans objet
8	Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions	Arrêté Préfectoral du 13/09/2022, article 6.1.5	Sans objet
9	Ressources en eau et description des moyens	Arrêté Préfectoral du 13/09/2022, article 6.2.3	Sans objet
10	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 13/09/2022, article 7.2.1	Sans objet
11	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/09/2022, article 6.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les écarts relevés le jour de la visite, en particulier sur la partie documentaire, ont été corrigés par l'exploitant qui a transmis à l'inspection les justificatifs correspondants par courriel du 2 mai 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents tenus à la disposition de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2022, article 1.7
Thème(s) : Situation administrative, Présentation du dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">• Le dossier de demande d'autorisation initial ;• Les plans tenus à jour ;• Les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;• Les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;• Les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;• Tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum. Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les documents demandés lors de la visite. Cependant, il a fourni par courriel, 8 jours après l'inspection, la preuve que le dossier est complet et disponible.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2022, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives et comportement au feu
Prescription contrôlée : Le bâtiment est à structure béton avec bardage métallique périphérique. Il est divisé en 3 zones : <ul style="list-style-type: none">- Hall de production : 2 977 m² [...]- Hall de stockage : 1 178 m² [...]- Bureaux / Laboratoire : 470 m² [...] La structure est en R60. Le hall de production est séparé du hall de stockage par un mur REI 120 [...] De même, les bureaux / laboratoire sont séparés du hall de production et du hall de stockage par un mur REI 120 [...]. Les portes et fermetures présentes sur ces murs REI 120 sont résistantes au feu [...] et leurs dispositifs est EI 120 [...]. Les percements et ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, [...] sont rebouchés [...]. Les portes communicantes entre les murs coupe-feu sont munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre d'un mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles. [...] Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a démontré que les murs de séparation (stockage / production et stockage / bureaux ; laboratoire) sont REI 120, tout comme la structure porteuse de ces murs.</p> <p>Par sondage, les portes et fermetures sur ces murs sont REI 120. Les percements et ouvertures sont rebouchés.</p> <p>Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir de document attestant que l'ensemble de la structure du bâtiment est R60 lors de la visite.</p> <p>Il a transmis par la suite, par mail, un document justifiant la conformité de la caractéristique R60 de résistance au feu .</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Procédure d'accueil des secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2022, article 6.1.4 - Alinéa VI</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prévoit une procédure d'accueil des secours et la formation de son personnel. En particulier, les éléments suivants sont tenus à la disposition des secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une procédure d'accueil et de guidage des secours ; - un plan d'accès au site, aux bâtiments et installations (plan masse et situation) ; - un plan des dispositifs de coupure des énergies ; - un plan de situation des zones à risques ; - un dossier avec l'ensemble des fiches de sécurité des matières utilisées sur le site ; - un état de la défense incendie du site mentionnant les pressions et débits des moyens de lutte.
<p>Constats :</p> <p>Le dossier présenté par l'exploitant comporte l'intégralité des pièces nécessaires. Cependant, certaines informations sont difficilement lisibles voire manquantes. En effet, le plan de coupure des énergies est peu lisible et il manque les pressions sur l'état de la défense incendie. Par ailleurs, l'inspection demande, pour des questions de cohérence des documents, que l'exploitant vérifie d'éventuelles mises à jour des fiches de données de sécurité (FDS).</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - son personnel est déjà formé à la manipulation d'extincteurs ou va l'être d'ici peu ; - deux visites avec les services de secours locaux ont été organisés pour lesquelles aucune remarque n'a été émise ; - deux exercices incendie ont été organisés. <p>L'exploitant a transmis par courriel le 02 mai une mise à jour de son plan de coupure des énergies et un document indiquant les pressions aux poteaux incendie, le compte rendu du dernier exercice d'évacuation validé par le service de secours organisateur. L'exploitant a également justifié la mise à jour des FDS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Informations à fournir à la réception des flakes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II. a)
Thème(s) : Autre, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : [...] <ul style="list-style-type: none">- source (producteur) et origine géographique du déchet ;- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.
Constats : L'exploitant a été en capacité de présenter un document informatique, interne au groupe, contenant les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le producteur et l'origine géographique du déchet ;- les informations concernant les informations de production des déchets ;- les données complètes concernant la composition du déchet. Cependant ce document n'intègre pas le contrôle de l'apparence du déchet, ni le code du déchet. Dans le courriel du 02 mai, l'exploitant informe avoir intégré dans sa procédure de contrôle, un contrôle olfactif et intégré dans le logiciel de suivi le code déchet correspondant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2022, article 3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance annuelle de ses rejets aqueux décrits à l'article 3.3.1 du présent arrêté. Pendant les 6 premiers mois d'exploitation des installations, l'exploitant réalise une surveillance mensuelle . Il transmet au Préfet, via GIDAF, les résultats accompagnés de son analyse pour l'ensemble des rejets.
Constats : L'exploitant n'a pas complété son cadre de surveillance sous GIDAF depuis la publication de l'arrêté d'autorisation. Cependant, il réalise les mesures des rejets aqueux comme prescrits par l'arrêté et consigne les résultats dans un document informatique. L'inspection demande que les résultats soient reportés le plus rapidement possible sous GIDAF et rappelle que les délais de surveillance prévus par l'arrêté seront effectifs à la mise en service des 3 lignes de production.

Dans le courriel du 02 mai, l'exploitant indique l'avancée de la procédure, l'inspection confirme que l'inscription sur GIDAF est effective mais les résultats d'analyses de la première ligne doivent encore être reportés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.3.2.
Thème(s) : Autre, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : Via 2 outils informatiques consultables à distance, l'exploitant dispose de deux registres d'état des stocks : - un concernant sa matière première et les produits finis ; - l'autre concerne les consommables utilisés pour le fonctionnement de l'installation. Malgré tout, l'exploitant ne fait pas figurer la quantité d'huile de lubrification nécessaire à ses installations. Dans le courriel du 02 mai, l'exploitant indique avoir complété l'état des stocks en incluant dans son suivi la quantité d'huile de lubrification, ainsi que la liste des bouteilles de gaz (hélium, azote et air synthétique) nécessaires à l'activité du laboratoire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2022, article 6.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Présence des lanterneaux
Prescription contrôlée : Le dispositif de désenfumage comportera : - 6 lanterneaux d'une dimension de 2 mètres / 3 mètres pour le hall de stockage - 15 lanterneaux d'une dimension de 2 mètres / 3 mètres pour le hall de production Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle .
Constats : Le nombre de lanterneaux de désenfumage est conforme aux prescriptions de l'arrêté. La présence de commandes manuelles a été vérifiée par sondage. L'ouverture automatique est asservie à la détection incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2022, article 6.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Système de rétention des eaux
Prescription contrôlée : La rétention des eaux d'extinction est réalisée au travers d'un bassin de rétention dont un volume minimal de 580 m ³ sera maintenu libre. Une vanne de barrage, asservie à la détection incendie, est mise en place en sortie de bassin.
Constats : Le bassin de rétention est conforme, propre. L'exploitant justifie le volume de 580 m ³ . En sortie, ne se trouve pas de vanne de barrage mais un système de relevage de l'eau composé d'une pompe et de poires de niveau, l'ensemble étant asservi à la détection incendie. Le système est automatiquement éteint en cas d'incendie et fait office, d'après les affirmations de l'exploitant, de vanne de sectionnement. Dans le courriel du 02 mai, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une information démontrant que le système mis en place assure la fonction de mise en rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Ressources en eau et description des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2022, article 6.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'incendie
Prescription contrôlée : Le débit disponible sur le site est au minimum de 240 m ³ /h, soit 480 m ³ pendant 2 heures. L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : D'une réserve d'eau (bâche à eau) d'un volume de 560 m³ disponible en permanence qui alimente notamment 4 poteaux, dont 2 surpressés et 2 en aspiration . Le surpresseur démarre en automatique dès sollicitation d'un poteau ou des RIA ; Un dispositif est mis en place pour permettre aux secours de se mettre en aspiration en cas de défaillance du surpresseur ; Les canalisations des 2 poteaux d'aspiration sont suffisamment dimensionnées (diamètre minimal de 100 mm) pour permettre de fournir un débit de 120m ³ /h chacun ; Les poteaux sont situés à moins de 100 mètres de chaque cellule du bâtiment avec une distance inférieure à 150 mètres entre chaque poteau. Des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques , doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; Quatre robinets d'incendie armés (RIA), alimentés par la réserve d'eau du site ; D'un système de détection automatique d'incendie. [...] L'exploitant s'assure de maintenir accessible (signalétique suffisante) et en bon état de fonctionnement les aires et dispositifs d'aspiration. Il fait procéder régulièrement au contrôle technique de tous les moyens de défense incendie.
Constats : L'ensemble de la prescription est respecté : - Les poteaux sous pression et en aspiration sont identifiés, - Les extincteurs et RIA sont présents en nombre et adaptés au type de risque. Leur vérification a eu lieu en janvier 2024 (document UXELLO daté du 24/01/2024) ; Dans le courriel du 02 mai, l'exploitant a fourni le relevé des pressions et débits des poteaux

<p>incendie du site.</p> <p>L'inspection fait remarquer que certaines signalétiques concernant les extincteurs ne sont pas forcément visibles vu la hauteur du stockage. L'exploitant prend note de cette remarque et agira afin d'améliorer la situation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Conception des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2022, article 7.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matières entrantes (déchets) sont des broyats de Polyéthylène Téréphtalate (PET) lavés (flakes) re- çus en big-bags ou en vrac par camion pour stockage en silos.</p> <p>Les flakes sont réceptionnés sur 3 zones :</p> <p>Zone 1 : Stockage extérieur de 120 big-bags d'une tonne chacun (densité 0,4 maximum), soit un volume de 280 m3, sur une surface au sol de 16,25 m x 1 2,5 m et d'une hauteur 2,20 m. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'aire de stockage n'est pas signalée. L'exploitant a d'ailleurs eu des difficultés à indiquer les limites lors de la visite.</p> <p>L'inspection a procédé ensuite à la mesure de cette aire à l'aide d'un odomètre et a constaté que les dimensions étaient respectées. Dans le courriel du 02 mai, l'exploitant a transmis plusieurs photos concernant l'amélioration de la signalisation de la zone de stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2022, article 6.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.</p> <p>L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>Un interrupteur central permet la coupure de l'alimentation électrique générale, à l'exception des surpresseurs nécessaires à la protection d'incendie (poteaux d'incendie, R.I.A.), la fermeture des portes et le système de désenfumage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation a été vérifiée en date du 26 avril 2024 et l'inspection constate que l'interrupteur central de la coupure de l'alimentation électrique générale est présent et visible à l'entrée du site.</p> <p>L'exploitant confirme bien que la coupure électrique générale ne remet pas en cause le fonctionnement de la protection incendie, la fermeture de portes et le système de désenfumage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>